



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/38/340  
S/15927  
16 août 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-huitième session  
Point 18 de l'ordre du jour provisoire\*  
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR  
L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS  
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-huitième année

Lettre datée du 15 août 1983, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'un communiqué de l'Agence TASS du 12 août 1983 concernant les actions illégales par lesquelles les Etats-Unis d'Amérique cherchent à démembrer et à annexer purement et simplement le Territoire stratégique des Iles du Pacifique (Micronésie), placé sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de ce communiqué comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 18 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent par intérim de  
l'Union des Républiques socialistes  
soviétiques auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) R. OVINNIKOV

\* A/38/150.

ANNEXE

COMMUNIQUE DE L'AGENCE TASS

Sous le couvert des mots "liberté" et de "démocratie", le Gouvernement des Etats-Unis poursuit une politique résolument expansionniste et préjudiciable à la cause de la paix, qui vise à étouffer les aspirations des peuples à l'indépendance et au progrès social, à s'emparer en fait de territoires étrangers et à soumettre leurs populations à sa loi. Qui plus est, Washington n'hésite pas à bafouer effrontément les instruments internationaux en vigueur, notamment la Charte des Nations Unies, et montre le plus grand mépris pour les règles élémentaires de la morale, de la justice et du droit international.

On pourra s'en convaincre à l'examen de la politique suivie par les Etats-Unis à l'égard du Territoire stratégique des îles du Pacifique (Micronésie) placé sous la tutelle de l'Organisation des Nations Unies qui a été temporairement confié à leur administration à la suite d'une décision prise par le Conseil de sécurité en 1947.

Trente-cinq années sont un délai suffisant pour qu'un Etat ayant reçu en mandat l'administration d'un territoire sous tutelle puisse faire la preuve qu'il a effectivement déployé tous ses efforts pour, comme le dit la Charte des Nations Unies, "favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction; favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance".

Loin de favoriser le progrès économique des populations de la Micronésie, les Etats-Unis ont tout fait pour empêcher la création d'une économie indépendante viable sur ce territoire, à la suite de quoi, comme le disent les Micronésiens eux-mêmes, la population du Territoire est moins capable maintenant de suffire à ses besoins qu'au début du régime de tutelle.

S'étant vu confier le mandat sur la Micronésie, les Etats-Unis ont entrepris sans vergogne d'utiliser activement le Territoire sous tutelle au mieux de leurs intérêts militaires et stratégiques. On sait que l'un des premiers actes des "tuteurs" américains a consisté à chasser les Micronésiens de toute une série d'îles et de faire des atolls de Bikini et d'Eniwetok en polygones d'essais d'armes nucléaires. Le monde entier connaît les malheurs que ces essais ont entraînés pour les Micronésiens et aussi pour les autres populations du Bassin du Pacifique central. Les Micronésiens subissent encore les lourdes conséquences des expulsions forcées et de l'empoisonnement de l'environnement, qui constitue un grave danger pour la vie et la santé de la population micronésienne actuelle et des générations futures.

Les Etats-Unis multiplient leurs activités militaires en Micronésie. Ils ne cachent pas leur intention de s'assurer pour l'avenir le droit exclusif à une présence militaire dans les îles. A cette fin, ils imposent à la population de certaines parties du Territoire sous tutelle des accords militaires à long terme, en vertu desquels le Pentagone pourra conserver et étendre sur les îles les polygones d'essais de fusées, les bases pour leur marine de guerre, les bases d'avions stratégiques et autres installations militaires, et d'y constituer des dépôts d'armes nucléaires et chimiques et d'autres armes de destruction massive. Par là, les Etats-Unis montrent le mépris foncier dans lequel ils tiennent l'une des fins essentielles du régime de tutelle qui est, aux termes de la Charte des Nations Unies, d'affermir la paix et la sécurité internationales. Les mesures que les Etats-Unis ont déjà prises en Micronésie et surtout celles qu'ils prennent depuis quelque temps constituent une grave menace pour la sécurité de la population non seulement de la Micronésie, mais également des autres pays de la région.

Ignorant les droits et intérêts légitimes du peuple micronésien et s'abritant derrière le mandat des Nations Unies, les Etats-Unis ont suivi et continuent de suivre à l'égard des îles du Pacifique une politique visant à en faire à tout jamais, leur appendice colonial et leur tête de pont militaire et stratégique dans le Pacifique ouest. L'objectif des Etats-Unis est de priver le peuple de ce territoire de ses droits souverains et de démembrer la Micronésie.

Le régime néo-colonial imposé à certaines parties de la Micronésie sous le couvert de "commonwealth" dans le cas des îles Mariannes et de "libre association" dans le cas des Palaos, des Etats fédérés de Micronésie et des îles Marshall n'est rien d'autre qu'une tentative illégale de décider du destin des peuples par des méthodes qui ne sont pas sans rappeler les pires moments du brigandage colonial et ont été condamnées énergiquement dans de nombreuses décisions de l'Organisation des Nations Unies. Aucun "plébiscite" ou "référendum" imposé à certaines parties de la Micronésie sous la pression des Etats-Unis, aucune tentative pour en légaliser les résultats au Conseil de tutelle ne peuvent cacher l'évidence : le Gouvernement actuel des Etats-Unis utilise les moyens les plus subtils de pression et de chantage pour s'opposer à la réalisation du droit inaliénable du peuple de Micronésie à une autodétermination, à une liberté et à une indépendance véritables.

Les actes illégaux et contraires à la Charte auxquels se livrent les Etats-Unis en Micronésie constituent un défi direct à l'Organisation des Nations Unies et ne peuvent que susciter l'indignation et les protestations de l'opinion publique internationale. L'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu à maintes reprises la nécessité de maintenir l'unité de la Micronésie et, dans un texte historique, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a condamné "toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale des territoires coloniaux".

Les actions unilatérales des Etats-Unis sont également en contradiction flagrante avec les dispositions de la Charte des Nations Unies, qui stipule clairement que toute modification au régime d'un Territoire stratégique sous tutelle - et c'est bien le cas de la Micronésie - ne peut être apportée à la suite d'une décision du Conseil de sécurité.

Dans ces conditions, le premier devoir de l'Organisation des Nations Unies est de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour obtenir de l'Autorité administrante qu'elle assume les obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et des décisions de l'Organisation des Nations Unies, mettre en échec les tentatives faites pour placer le monde devant le fait accompli de la totale absorption du Territoire sous tutelle et aider le peuple martyr de ce territoire à réaliser son droit légitime de créer un Etat unitaire et de vivre dans la paix, ayant rompu les chaînes de la domination militaire et du né-colonialisme, à l'abri de la peur quant à l'avenir.

-----